



SOMMAIRE

<i>RECAP-AGRI</i>	2
La balance commerciale alimentaire à fin Septembre 2017.....	2
Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Septembre 2017 (Résultats de 2017 par rapport à 2016).....	3
Les investissements agricoles à fin septembre 2017.....	4
Mercuriale du MIN Bir El Kassâa (Octobre 2017).....	5
Flash sur la filière avicole.....	5
<i>INFO-AGRI</i>	6
Prix à la production de l'huile d'olive extra vierge : mois de septembre 2017.....	6
Importation des céréales.....	7
Huile d'olive conditionnée : Renforcement des ressources du Foprohoc.....	7
Nabeul : Récolte des agrumes estimée à 225 mille tonnes.....	7
Des solutions biologiques en perspective dans la lutte contre le charançon rouge.....	8
Une centrale à énergie solaire pour le séchage de produits agricoles.....	8
Adaptation des changements climatiques aux services économiques et sociétales.....	9
FAO : Les pays invités à associer de plus en plus agriculture et Technologies de l'information et de la communication (TIC).....	10
Un programme mondial vise à contenir la grave menace qui pèse sur les bananes du monde entier.....	11



RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire à fin Septembre 2017

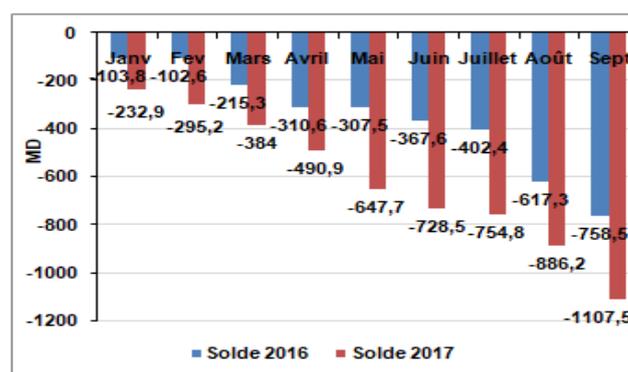
La balance commerciale alimentaire au terme du 9ème mois de l'année 2017 s'est soldée par un déficit de 1107,6 MD soit 221,4 MD de plus par rapport à août 2017 et 349,1 MD de plus par rapport au même mois de l'année précédente. La valeur des exportations est estimée à 2233,3 MD, celle des importations à 3340,9 MD. Le taux de couverture réalisé est de 66,8% affichant une baisse de 2,8 points de pourcentage par rapport à août 2017 où le taux avait été de 69,7% et une diminution de 5,3 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2016 où il avait alors atteint 72,1%.

Cette baisse du taux de couverture est due à un taux de croissance des importations (+22,7%) plus élevé que celui des exportations (+13,7%). En effet il ya eu une hausse importante des importations des viandes, du sucre et des huiles végétales aussi bien en quantité qu'en valeur par rapport au même mois de l'année précédente.

La contribution du déficit commercial de la balance alimentaire par rapport à celui de la balance globale du

pays s'est ainsi creusé de 1,5 point de pourcentage avec une part de 9,6% sur un déficit global de 11480,1 MD en 2017.

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au terme du mois de septembre 2016 et 2017.



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS.

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Septembre 2017 (Résultats de 2017 par rapport à 2016)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Septembre 2017 a été de 91,4 mille tonnes contre 90,4 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 1,1%. La production aquacole réalisée à fin Septembre 2017 a été de 13 mille tonnes contre 12 mille tonnes réalisées à la même période de 2016.

A fin Septembre 2017 les quantités exportées des produits de la pêche et de l'aquaculture sont restées stables par rapport à la même période de l'année précédente (14 mille tonnes) alors que la valeur des exportations a augmenté de 28,7% (292,5 MD contre 227,2 MD), due notamment à la baisse du taux de change. Les importations ont atteint 21,3 mille tonnes pour une valeur de 119,5 MD contre 22,3 mille tonnes et une valeur de 112,4 MD au terme du mois de Septembre 2016, soit une baisse de 4,5% en termes de quantité et une hausse de 6,3% en termes de valeurs.

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+173 MD) à fin Septembre 2017 contre (+114,8 MD) enregistrés à la même période de l'année précédente, soit 50,7 % de plus. Cet accroissement du solde des échanges commerciaux des produits de la pêche est essentiellement dû à la valeur plus élevée des exportations

NB : Les chiffres de l'année 2017 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.



Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.



Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.

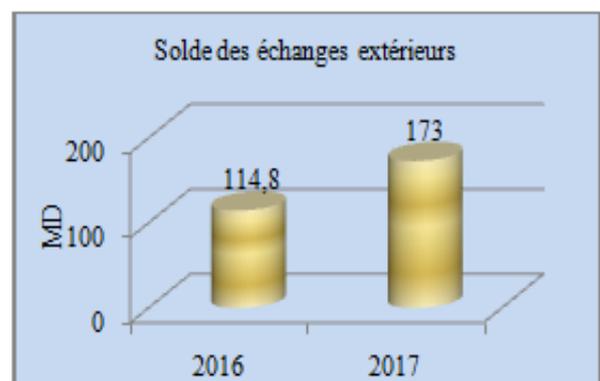
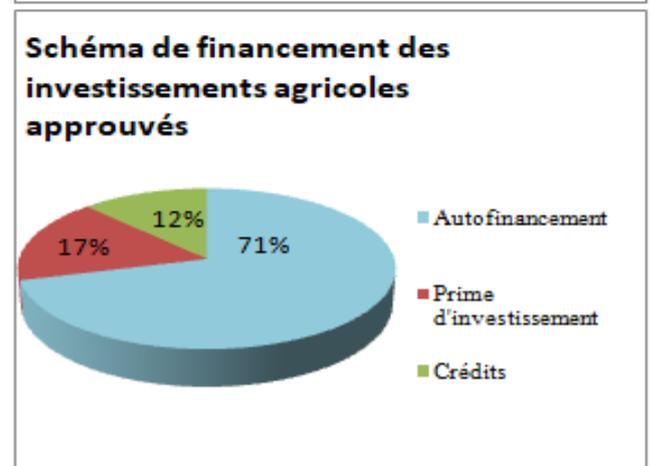
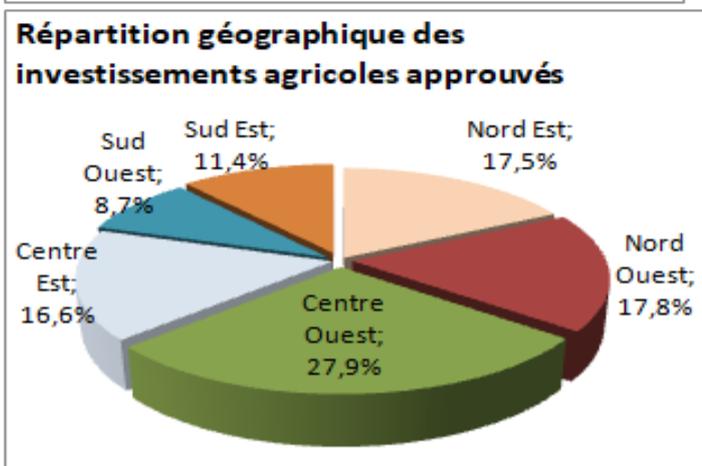
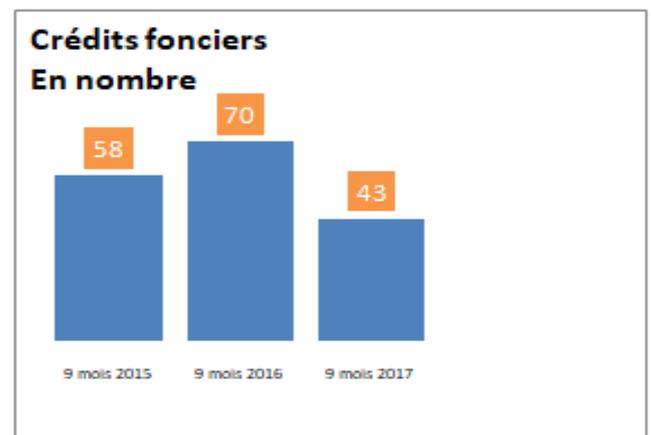
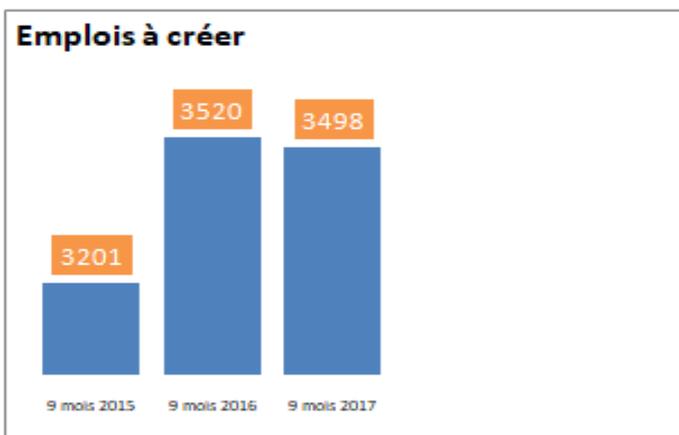
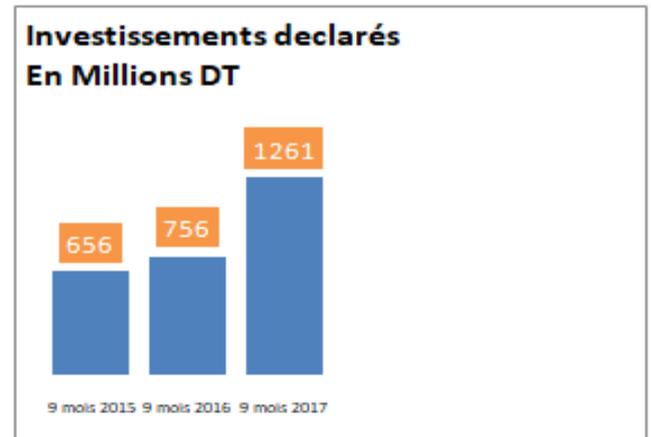
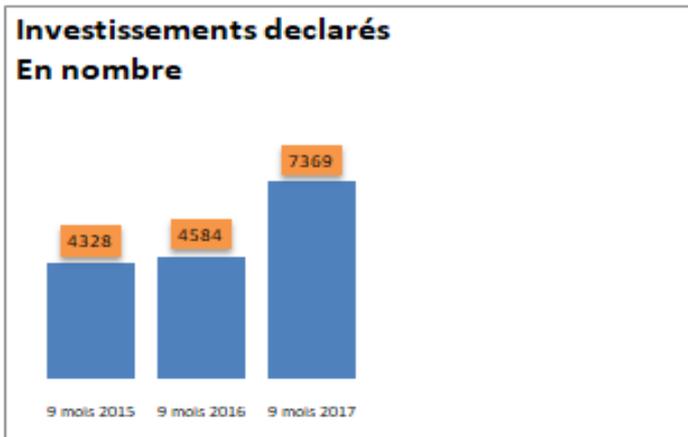


Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES A FIN SEPTEMBRE 2017

Par rapport à fin septembre 2016 on distingue :

- Un rebond de 66,7% du volume des investissements déclarés.
- Une hausse de 60,8% du nombre des investissements déclarés.
- Une hausse de 4,8% du volume des investissements approuvés.
- Une baisse de 0,6% des emplois permanents par la création de 3498 postes.
- Le Centre Ouest et le Nord Ouest ont bénéficiés respectivement de 27,9% et 17,8% du volume des investissements approuvés.



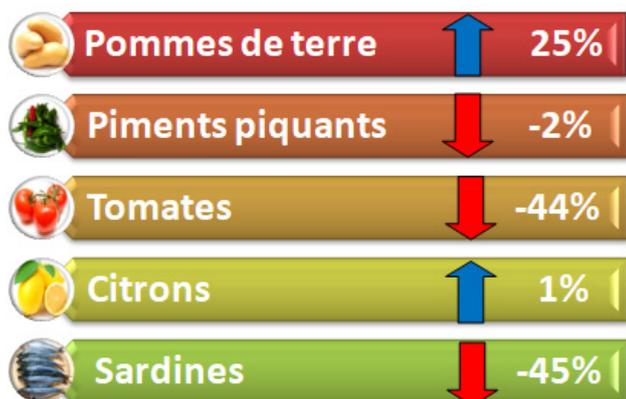
Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'APIA.

Mercuriale du MIN Bir El Kassâa (Octobre 2017)

Evolution de l'offre globale Octobre 2017/Octobre 2016

- Diminution de l'offre globale des légumes (-0,2%)
- Augmentation de l'offre globale des fruits (+9%)
- Diminution de l'offre globale des produits de la mer (-5%)

Evolution de l'offre des principaux produits

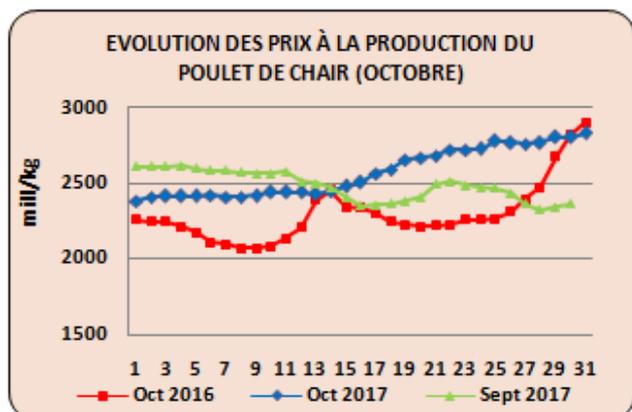


Evolution des prix des principaux produits

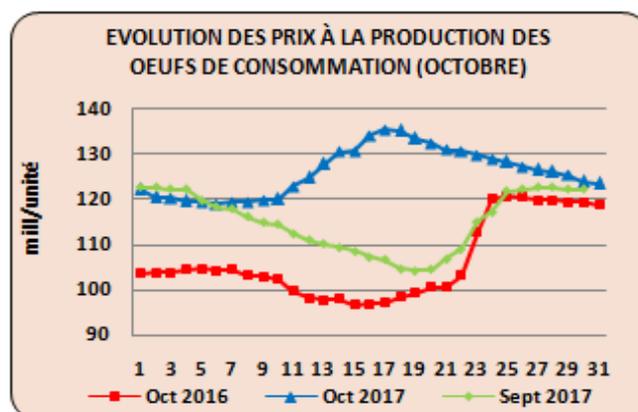


FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE

Poulet de chair



Œufs de consommation



Les prix à la production du poulet de chair ont connu une hausse progressive durant le mois d'octobre 2017 passant de 2382 mill/kg enregistré le 01/10/2017 à 2831 mill/kg enregistré le 31/10/2016. De même on note une hausse de 12% de la moyenne par rapport à celle d'octobre 2016 (2570 mill/kg contre 2295 mill/kg).

Une comparaison avec le mois précédent montre une baisse des prix en octobre par rapport à septembre 2017 durant la première quinzaine du mois pour rebondir à la hausse le reste du mois. Toutefois, on enregistre un prix moyen supérieur de 3,6% soit 2570 mill/kg contre 2481 mill/kg un mois auparavant.

Source : ONAGRI d'après le GIPAC.

Contrairement au mois de septembre 2017 les prix à la production des œufs de consommation au cours du mois d'octobre 2017 ont connu une hausse progressive passant de 122 mill/œuf le 01/10/2017 à 135 mill/œuf le 17/10/2017 pour repartir à la baisse et clôturer le mois au même niveau que le début avec 123 mill/œuf.

La moyenne enregistrée au cours d'octobre 2017 a augmenté de 18,6% par rapport à celle du même mois de l'année 2016 (126 mill/unité contre 106 mill/unité).

Par rapport à septembre 2017, le prix moyen a augmenté de 9,6% (115 mill/unité en septembre 2017).

INFO-AGRI

Prix à la production de l'huile d'olive extra vierge : mois de septembre 2017

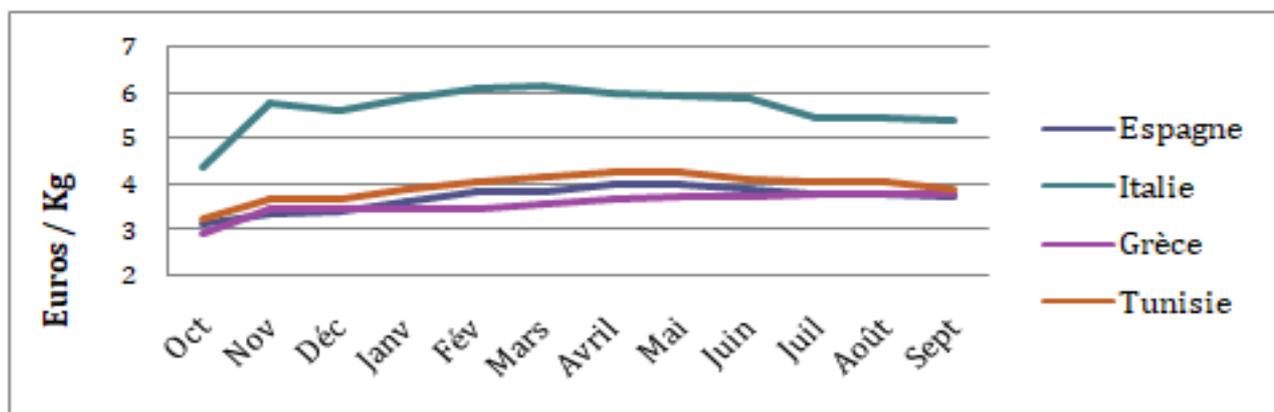
Les prix à la production de l'huile d'olive extra vierge ont varié comme suit en Septembre 2017 dans les quatre pays premiers producteurs mondiaux à savoir :

- En Espagne, les prix ont accusé une légère baisse de 2% par rapport au mois précédent avec 3,72 €/kg en septembre 2017 contre 3,81 €/kg en août et ont augmenté de 17% par rapport à la même période de l'année précédente.
- En Italie les prix atteints à la mi-septembre 2017 ont été de 5,42 €/kg soit à peu près le même niveau que ce-

lui du mois d'août, mais en hausse de 38% par rapport à la même période de 2016.

- En Grèce les prix n'ont pas varié depuis juillet 2017 avec 3,78 €/kg, ils ont toutefois augmenté de 20% par rapport à la même période de 2016.
- En Tunisie, après avoir subi une légère baisse durant la période estivale où les prix avaient légèrement dépassé les 4 €/kg, les prix à la mi-septembre se sont situés à 3,88 €/kg, soit une hausse 20% par rapport à la même période de la campagne écoulée.

Prix moyens à la production de l'huile d'olive extra vierge (Octobre 2016- Septembre 2017)



Source : COI

Excepté la Grèce, les prix de l'Italie, de la Tunisie et de l'Espagne ont accusé une légère baisse. Les prix moyens les plus élevés demeurent ceux de l'Italie avec une moyenne de la période (octobre 2016 – septembre 2017) de 5,66 €/kg. La Tunisie vient en seconde position avec une moyenne de 3,94 €/kg puis vient l'Espagne avec un prix de 3,87 €/kg. Pour la Grèce, les prix à la production étant restés quasi-stables à partir de mai 2017, le prix moyen de la campagne a été de 3,57 €/kg. L'écart entre le

prix moyen de l'Italie et celui des autres pays a ainsi été de (-30,5%) pour la Tunisie, (-34,6%) pour l'Espagne et de (-37%) pour la Grèce.

On note toutefois que le prix du mois de septembre 2017 de l'Espagne a rejoint celui de la Grèce conséquence de la tendance baissière des prix mensuels Espagnols au cours des trois derniers mois.

Source : COI

Importation des céréales

La Tunisie a acheté le 11/10/2017, 75 mille tonnes de blé dur au prix moyen de 285.28 Dollars/ tonne (701,50 DT/T), 50 mille tonnes blé tendre au prix moyen de 208.69 Dollars/ tonne (513 ,16 DT/T) et 50 mille tonnes d'orge au prix moyen de 209,40 Dollars/ tonne (514,91 DT/T). Ces quantités devraient arriver aux ports tunisiens durant décembre 2017 et janvier 2018. Le prix du blé dur importé sera inférieur de 48,5 dinars/tonne soit (-6,59%) par rapport au prix du local (750 DT/T pour la récolte 2017). Comparé au prix local (540 DT/T pour

la récolte 2017), le prix du blé tendre importé sera inférieur de 26,84 Dinars/tonne (-4,97%). Quant au prix de l'orge importée, il est supérieur de 14,91 DT/T (+2,98%) par rapport au prix de l'orge local qui est de l'ordre de 500 DT/T lors de la présente récolte. Par rapport aux achats précédents, le prix a diminué de 3,14 dollars/tonne pour le blé dur, de 0,15 dollars/tonne pour l'orge et a augmenté de 15,26 dollars/tonne pour le blé tendre.

Source : Office des Céréales

produit	Quantité (1000T)	Prix (dollars/T)			différence		Comparaison entre les prix local et l'importé en DT/T			
		12/10/2017	03/10/2017	31/08/2017	dollars	%	local	importé	différence	%
Blé dur	75	285,28	288,42		-3,14	-1,09	750	701,5	-48,5	-6,5
Blé tendre	50	208,69	-	193,43	15,26	7,89	540	513,16	-26,83	-4,96
Orge	50	209,40	209,55		-0,15	-0,07	500	514,91	+14,91	+2,98

Huile d'olive conditionnée : Renforcement des ressources du Foprohoc

Le projet de loi de finances 2018 prévoit de renforcer les ressources du Fonds de promotion de l'huile d'olive conditionnée (Foprohoc). A cette fin, le droit de douane prélevé au taux de 0,5% sur les quantités d'huile d'olive conditionnée exportée et dédié au financement du Foprohoc sera porté à 1,5%. Cette augmentation, recommandée par une étude d'évaluation du Fonds lancée en septembre 2016, est justifiée officiellement par la baisse du taux de change du dinar.

Pour mémoire, le Foprohoc, créé en 2006, est financé exclusivement par les exportateurs. Il a pour mission

de financer les études et actions de promotion de l'huile d'olive conditionnée à l'étranger.

Le taux d'exportation d'huile d'olive conditionnée a été multiplié par dix durant ces dix dernières années.

La Tunisie exporte actuellement 20.000 tonnes d'huile conditionnée. Cette activité est appelée à s'étendre davantage d'autant plus que le gouvernement a programmé la plantation de 10 millions de nouveaux oliviers dans tout le pays.

Source : www.webmanagercenter.com

Nabeul : Récolte des agrumes estimée à 225 mille tonnes

La récolte des agrumes 2017-2018 devra atteindre 225 mille tonnes (dont 77 mille tonnes de Maltaises), soit une baisse de 16% par rapport à la moyenne annuelle de ces cinq dernières années qui est de 300 mille tonnes.

Ce résultat est incomparable avec le record de 450 mille tonnes enregistré l'année dernière, néanmoins cette campagne se caractérise par un bon calibre des fruits favorisé par les dernières pluies.

Source : www.webmanagercenter.com

Des solutions biologiques en perspective dans la lutte contre le charançon rouge

Le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche a lancé deux programmes de lutte contre le charançon rouge pour un montant d'environ 10,64 millions de dinars (environ 3,65 millions d'euros). Cet insecte ravageur a fait son apparition en Tunisie en 2006 et s'est attaqué, principalement, aux palmiers d'ornement dans le Grand Tunis et à Bizerte, dans la localité d'Utique.

Les autorités agricoles tunisiennes favorisent, dans cette lutte, des solutions propres et efficaces à même de remplacer les insecticides chimiques. C'est dans cette optique que des experts du groupe industriel français M2i Life Sciences (Paris), qui promeut des solutions pour la protection biologique des palmiers avec la technolo-



gie de diffuseurs, ont été présents à Tunis, pour exposer leurs solutions.

Le groupe français pourrait être, ainsi, retenu en tant que fournisseur de solutions propres (technologies de diffuseurs...) pour aider à lutter contre ce ravageur, qui a réapparu en Tunisie en 2011, en se passant des insecticides chimiques. Cette lutte ne peut se faire, toutefois, sans l'implication de la société civile et celle des citoyens. Il faut sensibiliser les citoyens dans les zones urbaines ou rurales quant à la menace du charançon rouge, un ravageur qui risque de faire détruire non seulement les palmiers d'ornement mais aussi d'atteindre les oasis.

Source : webmanagercenter.com

Une centrale à énergie solaire pour le séchage de produits agricoles

Une centrale fonctionnant à l'énergie solaire pour le séchage de produits agricoles, dont les tomates et pour d'autres usages dans les industries agroalimentaires, a été conçue par le groupe Allani Sunlife Holding, il s'agit bien d'une première en Tunisie.

Elle sera remise à l'Office des Terres Domaniales pour le séchage de produits agricoles, dans une première étape à Sfax.

Il s'agit d'une centrale construite dans le cadre des programmes de production d'électricité à partir de l'énergie solaire au profit de l'industrie agroalimentaire.

Cette machine sera expérimentalement utilisée dans des terres domaniales à Sfax, pour le séchage des pista-



ches, des amandes et des prunes.

La centrale d'un poids de 1,2 tonne fonctionne à l'énergie thermique et photovoltaïque. Elle est fabriquée par des compétences tunisiennes et un savoir-faire suisse. Sa surface solaire globale est constituée de 30m² de capteurs suspendus pour ne pas empiéter sur le sol agricole et éviter la poussière.

La centrale permet le séchage d'une récolte de tomates en un seul jour au lieu de laisser, par exemple, ces produits périssables, exposés au soleil pour sécher, durant presque un mois.

Source : webdo.tn.

Adaptation des changements climatiques aux services économiques et sociétales

Le Chef économiste de l'Agence Française de Développement, Gaël Giraud, a mis en garde contre les conséquences économiques et sociétales des changements climatiques en Tunisie, soulignant la nécessité de l'adaptation à ces changements.

Participant à une conférence intitulée "Quand seuls les palmiers dattiers pousseront au nord de Tunis", Giraud, a affirmé que "si rien n'est fait pour limiter les émissions de gaz à effets de serre, en 2100, l'été à Tunis, ressemblera à celui d'Erbil en Irak avec des températures moyennes saisonnières atteignant les 36°C contre 31°C actuellement.

C'est ce que prévoit une étude publiée par l'ONG Climate Central et l'Organisation météorologique mondiale.

Toujours selon lui, "l'augmentation des tempéra-

tures et des extrêmes chauds est déjà observable. Selon les données de l'Institut National de la Météorologie, les événements de sécheresse sont plus longs, plus fréquents et plus intenses, en particulier dans le sud de la Tunisie. Les espaces côtiers, eux aussi, sont particulièrement vulnérables à l'érosion marine et à la salinisation des sols qui diminuent les ressources en eau disponibles et provoquent la destruction de la faune et de la flore.

Giraud a, par ailleurs, estimé que "ces dérèglements vont impacter fortement l'économie. Selon le ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, le produit intérieur brut issu des revenus agricoles pourrait diminuer de 5 à 10% en 2030. La production des oliveraies, source de revenus pour environ un million de Tunisiens, pourrait diminuer de moitié. Le secteur du tourisme ferait lui aussi les frais de ces dérèglements avec une dégradation des activités sur le front de mer notamment. Dans ces deux secteurs, agricole et touristique, 36 000 emplois seraient directement menacés.



Le Chef économiste de l'Agence Française de Développement, pense également que "la Tunisie ne pourra se soustraire aux répercussions du changement climatique provoqué par la hausse des émissions au niveau mondial. Pour minimiser les impacts négatifs des phénomènes climatiques, qui affecteront d'abord les plus pauvres, il faut donc investir dans l'adaptation aux effets du changement climatique en concrétisant les projets identifiés par le gouvernement, à savoir la mise en place d'un système de veille climatique et d'alerte précoce, le lancement d'un mécanisme d'assurance

contre les aléas climatiques, la protection des zones touristiques contre l'avancée de la mer, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, la conservation du patrimoine génétique local pour adapter les cultures aux changements climatiques.

"La question de l'aménagement du territoire sera également centrale pour repenser le modèle des villes tunisiennes fondé aujourd'hui sur l'étalement urbain", estime-t-il encore.

Giraud a, en outre, fait savoir que "l'AFD travaille d'ores et déjà avec le gouvernement tunisien aux travers d'une coopération renforcée en matière d'adaptation. Elle mettra en œuvre la facilité Adapt'Action pour appuyer le gouvernement dans la formulation de projets structurants dans ce domaine.

De son côté, le directeur général de l'AFD à Tunis Gilles Chausse, a souligné que "la migration vers l'utilisation des énergies alternatives (solaire, éolienne...), permettra de générer des occasions supplémentaires d'emplois, faisant savoir que "l'objectif de l'AFD consiste à mobiliser, annuellement, 250 millions d'euros pour soutenir les projets de coopération économique en Tunisie.

Source : webmanagercenter.com.

FAO : Les pays invités à associer de plus en plus agriculture et Technologies de l'information et de la communication (TIC)

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO) et l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) ont signé récemment un protocole d'accord portant amélioration des «capacités des communautés rurales à adopter et à utiliser les TIC dans l'agriculture, la surveillance du changement climatique et la prévention des catastrophes».

Selon la FAO, «pour nourrir les 9,6 milliards de personnes qui peupleront la planète d'ici à 2050, la production alimentaire doit augmenter de 70%» à cette échelle de temps. Ainsi, l'innovation technologique numérique est la clé pour soutenir et transformer l'alimentation et l'agriculture. Le coordinateur pour les applications TIC au Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, énumère quelques-unes de ces innovations susceptibles de révolutionner le secteur agricole. «Les exemples comprennent le développement de plates-formes par lesquelles les agriculteurs peuvent obtenir des informations de manière pratique et rentable et se connecter avec les communautés agricoles locales et les prestataires de services agricoles pour apprendre rapidement les bonnes pratiques agricoles, partager les connaissances et obtenir un meilleur accès aux marchés». «L'utilisation de drones agricoles est un autre exemple d'innovation qui peut transformer la façon dont les petits agriculteurs prennent des décisions

concernant les pesticides, l'arrosage et les engrais». Ces exemples s'appuient sur des essais qui se sont révélés «concluants» dans certains pays, par exemple au Sénégal, où l'Institut de Recherches Agricoles (ISRA) développe avec succès un concept de village climato-intelligent. Il est attendu que le partenariat FAO/UIT : permet un accès plus facile des ruraux à une téléphonie de qualité, un accompagnement de la recherche pour démultiplier l'expérience des villages climato-intelligents et la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles à travers les TIC, ainsi que le développement de logiciels en langue nationale pour la diffusion de messages automatiques par téléphone».

La première action vise à promouvoir le développement de politiques d'e-agriculture pour les Etats membres, en intégrant différents programmes locaux dans un cadre cohérent pour atteindre plus de bénéficiaires avec moins de ressources». Pour cela, les deux organisations ont publié cette année un document cadre intitulé « E-Agriculture in Action » après avoir produit en 2016 un guide spécifique pour les pays d'Asie et du Pacifique. L'une des priorités de cet accord sera d'encourager l'acquisition de compétences numériques chez les femmes et les jeunes dans le secteur agricole.

Source : www.scidev.net

Un programme mondial vise à contenir la grave menace qui pèse sur les bananes du monde entier

Un champignon risque de décimer l'ensemble de la production mondiale de bananes, ce qui entraînerait d'importantes pertes commerciales et aurait des répercussions sur les moyens d'existence des 400 millions de personnes qui dépendent du fruit le plus exporté au monde pour se nourrir ou encore pour tirer leurs revenus.

La FAO et ses partenaires, Bioversity International, l'Institut international de l'agriculture tropicale et le Forum mondial de la banane, ont lancé un programme mondial requérant 98 millions de dollars afin de contenir et de faire face à cette nouvelle souche - Tropical Race 4 (TR4) - de la jaunisse fusarienne, une maladie insidieuse qui peut rester pendant plusieurs années

dans les sols et se propager vers d'autres champs de diverses manières, à savoir par le biais de matériel de plantation infecté, par l'eau, les chaussures, les outils ou encore les véhicules agricoles.

La jaunisse fusarienne TR4 a été détectée pour la première fois en Asie du Sud-Est dans les années 90 et a depuis été identifiée sur 19 sites dans 10 pays, dont le Mozambique en Afrique subsaharienne et d'autres au Proche-Orient et en Asie du Sud. Le programme mondial cible initialement 67 pays et a pour objectif d'éviter sa progression, tout en y faisant face.

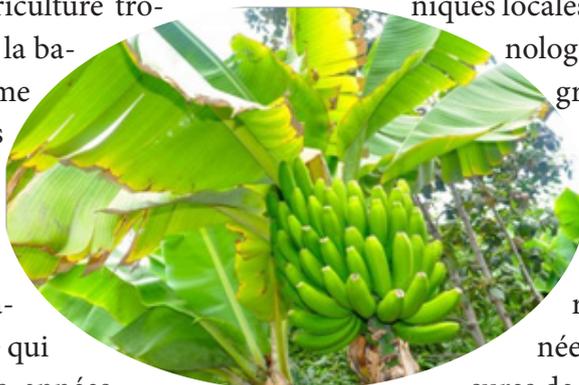
Sans une intervention coordonnée, les scientifiques estiment que la maladie pourrait affecter jusqu'à 1,6 mil-

lion d'hectares de bananes d'ici 2040, ce qui représente un sixième de l'actuelle production mondiale, dont la valeur est estimée annuellement à 10 milliards de dollars. Le programme vise à réduire les zones potentiellement affectées de 60 pour cent.

Le programme, qui s'étalera sur cinq ans, se base sur des initiatives existantes pour lutter contre la maladie et se focalise sur le renforcement des capacités techniques locales et l'aide au développement de technologies et d'outils fondés sur la science grâce à des recherches sur la biologie et l'épidémiologie du champignon, sur la manière de le détecter, sur sa surveillance, sur la santé des sols, sur le développement de cultivars résistants, mais aussi grâce aux données collectées suite à l'adoption de mesures de confinement.

Pour les zones où la maladie n'est pas présente ou fait surface pour la première fois, des mesures visant à inspecter, surveiller et à intervenir rapidement seront appliquées. Là où la maladie a déjà fait son apparition, des techniques intégrées et améliorées de gestion de la maladie seront développées en parallèle, tandis que des recherches sur des variétés résistantes au champignon seront menées. Si mis en place correctement, selon les estimations, chaque dollar investi aujourd'hui dans le programme rapportera entre 98 et 196 dollars d'ici 20 ans.

Source : *fao.org*.



Observatoire National de l'Agriculture



30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis
Site Web: <http://www.onagri.tn>
Téléphone (+216) 71 801 055/478
Télécopie : (+216) 71 785 127
E-mail : onagri@iresa.agrinet.tn